

# Les Identités Radicales d'Edgar Faure

Roland PINTAT  
Conservateur à la Bibliothèque Nationale de France

Conférence prononcée devant la Société d'Histoire du radicalisme  
jeudi 9 octobre 2003

©Parti Radical de la Région Ile de France

## PREFACE

*La MEMOIRE!... Aujourd'hui, d'une façon parfois un peu obsessionnelle, il n'est question que de la mémoire, de l'évocation d'événements importants appartenant au passé, mais qu'il est nécessaire de rappeler. Car ces souvenirs constituent des pans entiers de notre Histoire. Et cet héritage explique largement pourquoi nous sommes attachés à certaines valeurs.*

*Depuis un quart de siècle, la Société d'Histoire du Radicalisme est au service de la mémoire du Radicalisme. Au cours de ses conférences mensuelles, elle permet à des historiens, à des universitaires, à des chercheurs, à des étudiants, à des « grands témoins », à des responsables politiques, etc. d'apporter des matériaux permettant de préciser, scientifiquement, comment est né et comment a évolué le Radicalisme, quels ont été ses programmes et ses « plateformes », ses succès et ses échecs, ses réalisations et sa vision du destin de l'homme et du monde.*

*Aujourd'hui M. Roland PINTAT, Conservateur à la Bibliothèque nationale de France, décrit d'une façon remarquable et très objective « les identités radicales d'Edgar Faure ». Le personnage a de quoi fasciner et déconcerter. En effet, s'il a été l'une des grandes figures du Radicalisme, il a suivi en politique un itinéraire complexe qui l'a conduit de l'Action Française à l'Alliance Républicaine, au M.R.P et au R.P.R. (comme apparenté).*

*Cet homme d'esprit libre avait le goût du pouvoir, mais aussi la volonté de servir la France avec efficacité. Il a lancé la formule des « majorités d'idées » permettant de s'affranchir de la discipline trop rigide des formations politiques. On connaît son observation sarcastique et forte « ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent ».*

*Il a précisé cette attitude en écrivant « Dans les domaines décisifs qui engagent notre avenir, le débat des idées doit prendre le pas sur le combat des partis. La concertation entre majorité et opposition doit alors devenir naturelle et l'ouverture à la majorité d'idées doit n'exclure aucune bonne volonté ».*

*Pour cela, Edgar Faure a été souvent critiqué. Pourtant, il ne faisait que rejoindre Edouard Herriot qui proclamait en 1932 « La politique n'étant pas faite de concepts immuables et de révélations définitives doit être essentiellement rationaliste. S'étant fixé le but suprême de la justice, elle obéit à la raison souveraine. Elle s'adapte aux circonstances et évolue dans l'espace et le temps ».*

*M. Roland PINTAT décrit avec talent les mille facettes de la personnalité particulièrement riche d'Edgar Faure et l'évolution politique de ce radical d'occasion devenu radical de gestion, avant de se révéler comme un authentique théoricien du radicalisme « soucieux de revivifier et d'adapter la tradition radicale à une société nouvelle ».*

*Personnellement, je n'oublie pas les combats que j'ai menés avec lui ou contre lui, mais aussi sa culture éblouissante, son talent d'agitateur d'idées et l'enrichissement intellectuel que je lui dois.*

**Marcel RUBY**

**Président**

**de la Société d'Histoire du radicalisme**

Parti Radical Républicain

Au congrès du Parti radical de 1977, Jean-Claude Colli accueillit par ces propos le Président Edgar Faure : « Vous êtes habitué aux performances. En ce moment même, vous réalisez celle d'être à la fois Président d'une fédération radicale et apparenté au RPR. C'est extraordinaire. Et je crains que ce soit impossible.<sup>1</sup>» Jean-Claude Colli se faisait l'écho d'une majorité des radicaux présents à la Maison de la Chimie, qui reprochaient à Edgar Faure non seulement son appartenance à la famille gaulliste, mais aussi, plus implicitement, la faiblesse de ses convictions radicales. Il était à l'époque membre du RPR et chacun savait qu'en présentant sa candidature à la Présidence, il subordonnerait l'action du Parti radical aux choix des néo-gaullistes de l'entourage de Jacques Chirac. La sincérité de l'engagement radical d'Edgar Faure n'allait pas de soi, impression qui se confirme si l'on examine le déroulement de son itinéraire politique. Ce ne fut que fortuitement qu'Edgar Faure adhéra au parti de la Place de Valois. Il reçut sa première formation politique à l'Action Française où il milita dans les rangs des Camelots du roi. Devenu étudiant, il fréquenta les dîners-conférences de l'Alliance Démocratique. A la Libération, Paul Coste-Floret l'attira au MRP, sous les couleurs duquel il faillit mener sa première campagne électorale. Et ce n'est que par ce que les radicaux lui proposaient une circonscription plutôt sûre qu'Edgar Faure choisit finalement d'entrer au Parti radical.

Edgar Faure ne fut-il qu'un radical d'occasion, aux convictions superficielles et opportunistes ? Son attachement au gaullisme ne prévalut-il pas sur ses liens parfois distants avec la Place de Valois ?

On verra que si c'est bien fortuitement qu'Edgar Faure entra au Parti radical, il témoigna tout au long de sa vie un attachement de plus en plus profond, quoique complexe, au radicalisme. Son rapport au radicalisme évolua sensiblement dans le sens d'un approfondissement progressif, ce qui apparaît, comme on le verra, à travers les métamorphoses de son identité radicale. D'abord radical de gestion, puis radical vassal du général de Gaulle, Edgar Faure se métamorphosa à la fin de sa vie en intellectuel du radicalisme, soucieux de revivifier et d'adapter la tradition radicale à une société nouvelle. D'abord praticien du radicalisme, il finit par devenir l'un de ses théoriciens.

---

<sup>1</sup> Intervention de M. Jean-Claude Colli, au Congrès de la Maison de la Chimie. samedi 14 mai 1977- Bulletin d'Information du Parti radical socialiste, n°100- Archives du Parti radical, carton 902.

Force est de constater qu'au début de son itinéraire politique, Edgar Faure ne prit pas directement le chemin de la place de Valois. Son premier engagement politique remonte aux années qu'il passa au lycée Voltaire. Il se prit à cette époque d'un vif engouement intellectuel pour les thèses de Charles Maurras et prit sa carte chez les Camelots du roi. Comme il l'explique dans ses Mémoires, «L'Action Française m'attirait, à travers l'infailibilité de Charles Maurras, par la séduction d'une architecture grandiose de la pensée »<sup>2</sup>. Au début des années 20 le prestige intellectuel de l'Action Française était à son apogée, la condamnation pontificale du mouvement ne viendrait qu'en 1926. Le Journal de Charles Maurras comptait plus de 45 000 abonnés en 1925. Les étudiants d'Action Française, que dirigeait Beau de Loménie, faisaient la loi dans le Quartier Latin et attiraient certains des esprits les plus brillants du moment, comme Jean de Fabrègues, Claude Roy, Philippe Ariès, Pierre Boutang ou Raoul Girardet. Dans un joyeux désordre, les Camelots du roi entretenaient dans les facultés mais aussi dans les lycées un esprit de chahut. On donnait le coup de poing, on fomentait des émeutes pour combattre la République. Les Camelots du roi offraient à un jeune homme épris de culture et d'action comme Edgar Faure un cadre festif et amical d'apprentissage politique.

Pourtant, une fois inscrit à la faculté de droit. Edgar Faure trouva les activités des Camelots du roi bien lourdes : le jeune étudiant manquait de temps. Il fit en outre d'autres rencontres qui l'orientèrent vers les mouvements de jeunesse de la droite modérée. Il se lia d'amitié avec Joseph Chavanet, qu'il seconda à la tête de la section universitaire de la Ligue républicaine nationale. Ce mouvement, fondé à l'instigation d'Alexandre Millerand avait pour ambition de fédérer les deux grands partis de la droite modérée, l'Alliance Démocratique et la Fédération Républicaine. Lorsque le parti millérandiste s'étiola, Edgar Faure rejoignit les rangs de l'Alliance Démocratique, parti modéré, situé au centre droit. L'Alliance Républicaine démocratique se voulait à la fin des années 20 un grand parti réformateur, mais conçu comme une digue aux violences révolutionnaires<sup>3</sup>. Le parti ambitionnait de rassembler des hommes d'ordre, partisans d'une république moderne et efficace. Sur le terrain économique, les hommes de l'Alliance professaient un libéralisme tempéré. L'étoile montante de l'Alliance, qui était aussi à cette époque le modèle politique d'Edgar Faure, avait pour nom Paul Reynaud.

Après son mariage avec Lucie Meyer, Faure se détourna pendant une dizaine d'années du monde politique. Il consacra tout son temps à sa carrière d'avocat avec un succès tel, qu'en 1940 il était parvenu à se faire un nom prestigieux au Barreau de Paris. Loin de la politique, il passa ses loisirs à rédiger des romans policiers, tel que L'assassinat du Président Fit-Mole<sup>4</sup> ou Pour rencontrer Monsieur Marshes<sup>5</sup>. La guerre vint néanmoins le tirer de son sommeil politique. Son épouse Lucie fut inquiétée pour ses origines juives, il dut gagner l'Afrique du Nord, avec la ferme intention de participer activement aux affaires publiques, ce qu'il fit aux côtés de Louis Joxe, secrétaire général du Comité français de Libération nationale<sup>6</sup>. Et voilà le jeune avocat parisien introduit dans les milieux gaullistes de la France

---

<sup>2</sup> Edgar FAURE- Mémoires-tome I- « Avoir toujours raison c'est un grand tort »-Paris : Pion, 1982- page 25.

<sup>3</sup> Rosemonde SANSON- L'Alliance Républicaine démocratique, une formation du centre (1901-1920)-Rennes : Presses Universitaires de Rennes. 2003- 562 pages.

<sup>4</sup> Edgar FAURE- L'installation du Président Fit-Mole-Paris : Sequana. 1942

<sup>5</sup> Edgar FAURE- Pour rencontrer Monsieur Marshes-Paris: Sequana. 1942.

<sup>6</sup>Edgar FAURE- ibidem-pale 125.

combattante. Même si le Comité Français de Libération Nationale comprenait deux radicaux influents, Henri Queuille et Pierre Mendès-France, même si les radicaux n'étaient pas absents de l'Assemblée consultative provisoire d'Alger, les milieux de la France combattante ne tenaient pas les radicaux en très haute estime. Souvent accusés d'être les responsables de la défaite de 1940, les radicaux, à quelques exceptions près, faisaient ligure d'hommes du passé, et à vrai dire, peu fréquentables. Edgar Faure rencontra donc à Alger les représentants d'autres courants politiques plus prometteurs et moins compromis, comme les démocrates-chrétiens. Le jeune responsable des études législatives du Secrétariat général se lia d'amitié avec Paul CosteFloret et François de Menthon. A la Libération, ce dernier l'attira au MRP et Edgar Faure songea sérieusement à se présenter dans le Vaucluse sous les couleurs démocrates-chrétiennes. Finalement candidat à Paris en 1945 sur une liste centriste à la coloration politique très vague (elle mêlait des candidats républicains socialistes à quelques radicaux) il essuya un premier échec électoral. Mais ses amis démocrates chrétiens ne l'abandonnèrent pas. François de Menthon, chef de la délégation française au Tribunal de Nuremberg obtint du général de Gaulle de l'intégrer à son équipe de juristes. Edgar Faure, devenu procureur-adjoint au Tribunal militaire mis en place par les Alliés, conduisit notamment le contre-interrogatoire de Joachim Von Ribbentrop.

En 1945, Faure s'était donc suffisamment engagé dans la mouvance politique démocrate-chrétienne pour faire figure de jeune espoir du MRP. Par un lent cheminement il était passé entre les années 20 et les années 40 de l'extrême-droite au centre droit, mais sans jamais faire halte au parti radical, (à l'exception du bref épisode de l'élection parisienne de 1945) dans lequel il entra pour des motivations surtout électorales.

Le dépouillement de la correspondance d'Edgar Faure à la Libération révèle son désir impérieux de se faire élire député. Peu importe la liste, peu importe le parti, pourvu qu'il affiche des opinions centristes et modérées : l'important à ses yeux en 1945 était d'obtenir un fauteuil au Palais-Bourbon. A son retour de Nuremberg il fit donc jouer tous ses réseaux. Le MRP ne lui donnant pas toutes satisfactions, Edgar Faure se rabattit sur la place de Valois. Il fut contacté par Henri Queuille, qu'il avait rencontré à Alger. L'ancien ministre de l'agriculture de la Troisième République le prit sous sa protection et lui laissa choisir une circonscription plutôt sûre dans le Jura. Après un premier échec, voilà Edgar Faure élu député radical aux élections de novembre 1946.

Si l'itinéraire qui conduisit Edgar Faure jusqu'à la place de Valois n'eut rien de spontané ni de désintéressé, l'univers du radicalisme ne lui était pourtant pas complètement étranger en 1946. Edgar Faure s'était lié d'amitié à la faculté de droit avec Pierre Mendès France, qui dirigeait à cette époque la Ligue d'action universitaire républicaine et socialiste qui réunissait les étudiants favorables au Cartel des gauches. Il avait créé avec lui un club de réflexion politique qui connut un certain succès parmi les étudiants radicaux, le Club de l'université de Paris. Edgar Faure avait aussi milité dans une association professionnelle réunissant de jeunes avocats désireux de faire évoluer leur profession, l'Union des Jeunes avocats<sup>7</sup>, que dirigèrent successivement à la fin des années 20 deux militants radicaux appelés un jour à assumer d'importantes responsabilités, Léon Martinaud-Déplat et Gaston Monnerville<sup>8</sup>. Ajoutons à cela qu'Edgar Faure, après avoir obtenu le second prix de la Conférence du Stage, avait commencé sa carrière d'avocat dans le cabinet d'un maître du barreau parisien connu pour ses

---

<sup>7</sup> Bulletin de l'union des jeunes avocats à la Cour d'appel de Paris 1934-1937- Bibliothèque nationale de France 8F 38870.

<sup>8</sup> Gilles LE BEGUEC- « Le jeune barreau parisien au début des années 20 »- in Avocats et barreaux en France, 1910-1930-page 131.

sympathies radicales, Maître Jean Michel<sup>9</sup>. Enfin, l'oncle de son épouse Lucie. Julien Cain, accueillait avant la guerre dans son salon de nombreuses figures du radicalisme comme Daladier ou Herriot.

Pour autant ces contacts répétés avec le radicalisme ne l'avaient pas conduit à se déterminer spontanément pour un courant politique qu'il jugeait trop à gauche. Dans ses Mémoires, il se souvient d'avoir été en désaccord avec la politique économique et financière du Cartel<sup>10</sup>. L'entrée d'Edgar Faure au Parti radical fut moins motivée par des convictions philosophiques que par une ambition débordante et le désir passionné de participer par quelque moyen que ce fût à la vie politique de la nouvelle République en train de se construire.

Edgar Faure devint pourtant en l'espace d'une quinzaine d'années l'archétype de ce que Francis de Tarr a appelé le radicalisme de gestion<sup>11</sup>.

### **Un radical de gestion devenu l'adversaire du Mendésisme**

Selon ce politologue américain. Edgar Faure peut être rangé, entre 1946 et 1955, dans la catégorie des radicaux de gestion, encore appelée « radicaux de gouvernement ». Pour cette famille de radicaux, le Parti radical, qui incarnait l'esprit républicain, avait vocation à servir la République en occupant le pouvoir. Les radicaux de gestion étaient persuadés qu'il incombait au parti qui avait construit et défendu la République de jouer un rôle décisif dans la vie politique française. Dans cette perspective, il était impératif non seulement d'accéder au pouvoir mais aussi de conserver des responsabilités gouvernementales, pour faire passer à l'intérieur des politiques publiques l'esprit du radicalisme, quitte à consentir quelques compromis à des alliés de circonstance. Souvent éloignés de la place de Valois, où ils faisaient des apparitions très épisodiques, les radicaux de gestion avaient pour terrain de prédilection l'Assemblée Nationale et le Conseil de la République où se faisaient et se défaisaient les gouvernements.

Francis de Tarr a selon nous raison d'écrire qu'Edgar Faure incarna sous la IVe République cette figure traditionnelle de l'homme politique radical<sup>12</sup>. En 1949, au Congrès de Toulouse, il fit parti du groupe qui poussa le Parti à poursuivre l'expérience de la participation gouvernementale, après l'accession d'André Marie puis d'Henri Queuille à la Présidence du Conseil<sup>13</sup>. Son intervention en faveur de la politique économique du gouvernement marqua un tournant décisif dans le débat interne engagé au sein du parti. A partir de cette date, il ne cessa d'occuper des postes ministériels. En février 1949, Henri Queuille l'avait nommé secrétaire d'Etat aux finances. Il devint très vite ministre du budget, fonction qu'il remplit jusqu'en 1951. Le nouveau ministre ne se départit pas d'une grande modération dans sa gestion orthodoxe et équilibrée des finances. Edgar Faure accéda une première fois à la Présidence du Conseil en 1952. Alors que la situation budgétaire empirait, il fit passer le projet d'échelle mobile des salaires, pour que les socialistes ainsi amadoués appuient son plan de hausse des impôts. Devant leur refus de lui apporter leur

<sup>9</sup> Edgar FAURE- Mémoires-Tome 1- Avoir toujours raison ...c'est un grand tort- Paris : Plon, 1982- page 63.

<sup>10</sup> *ibidem*- page 38.

<sup>11</sup> Francis de TARR- - The French radical Party from Herriot to-France - London : Oxford University Press. 1961- page 155 et suivantes.

<sup>12</sup> *Ibidem* page 168.

<sup>13</sup> Archives du Parti radical- Compte-rendu du 41e Congrès national- pp. 390-397.

aide, son gouvernement de quarante ministres tomba au bout de quarante jours. Estimant toujours qu'il incombait aux radicaux d'occuper le pouvoir pour transformer leurs idées en actes, il accepta de devenir en 1953 le ministre des finances de Joseph Laniel, dont le gouvernement était pourtant l'un des plus à droite de la IV<sup>e</sup> République. Il se lança alors dans une politique keynésienne de soutien mesuré à l'investissement privé, baptisé « plan de dix huit mois », dont il poursuivit la mise en œuvre sous la présidence du Conseil de Pierre Mendès-France. Edgar Faure lui succéda en 1955 et réussit le miracle, après toutes sortes de manœuvres, de faire approuver par une majorité de droite hostile à la décolonisation un processus qui engageait le Maroc sur le chemin de l'autonomie.

Ce fut à cette époque que les relations entre Pierre Mendès France et Edgar Faure se tendirent. Non qu'Edgar Faure et Pierre Mendès-France professassent des idées bien différentes. Tous deux étaient partisans d'une politique de croissance d'inspiration keynésienne par la relance de l'investissement. Mais Pierre Mendès France donnait la priorité à l'investissement public. Edgar Faure à l'investissement privé. Plus généralement. Faure et Mendès se rejoignaient sur l'impérieuse nécessité de moderniser la société et l'économie française. Tous deux désiraient rénover la vie politique en réformant de l'intérieur le Parti radical. Et les deux hommes se montraient favorables à une émancipation progressive des possessions coloniales de la France. Ils différaient surtout par leur style respectif, ainsi que par le choix de leurs alliés. A la manière cassante, rude et autoritaire de Mendès, s'opposait la souplesse, l'affabilité, le sens du compromis et de la manœuvre, la capacité de dépassionner les questions les plus brûlantes d'Edgar Faure. En outre Mendès s'appuyait sur l'aile gauche et jacobine du Parti. Il désirait ancrer le Parti à gauche, reconquérir un électorat populaire qui délaissait de plus en plus les candidats radicaux, et songeait à faire alliance avec les socialistes. Il bénéficiait de l'appui inconditionnel de la rédaction de L'Express. Jean-Jacques Servan-Schreiber, Françoise Giroud et François Mauriac ne lui ménageaient pas leur soutien en multipliant les articles hostiles à Edgar Faure.

Quant à Edgar Faure, ses sympathies le portaient vers la droite de l'échiquier politique. Il entretenait au sein du Parti une alliance tacite mais privilégiée avec les néoradicaux. Cette tendance nettement marquée à droite de l'échiquier politique, affichait des opinions ostensiblement libérales. Les Martinand-Déplat, Bernard Lafay, Georges Laffargue et autres Jean- Paul David se montraient soucieux d'élargir la base sociologique du Parti radical vers la droite. Souvent proches des milieux d'affaires, ils s'opposèrent aux nationalisations comme à la création de la Sécurité sociale, qui remettaient en cause à leurs yeux le libre jeu des lois du marché et de l'exercice de la responsabilité individuelle. Les Néoradicaux s'étaient rendus maîtres du Parti avec [l'accession de Léon Martinand-Déplat à la Présidence administrative en septembre 1948<sup>14</sup>. Ils contrôlaient aussi le RGR, le Rassemblement des gauches républicaines, structure à vocation électorale qui rassemblait autour du Parti radical l'UDSR mais aussi une myriade de petits partis dont l'influence locale n'était souvent pas négligeable. Ces néo-radicaux s'opposèrent avec acharnement à la tentative menée par Mendès France de rénover le Parti radical en lui faisant opérer un virage à gauche. Très vite, Edgar Faure, Président du Conseil en exercice, devint leur porte-drapeau. Déjà au Congrès de mai 1955, où Martinand-Déplat perdit le contrôle de la présidence administrative, Faure insista sur le fait que la vocation du Parti radical n'était pas de se diviser sous l'impulsion des instincts sectaires de quelques-uns. Il devait demeurer le Parti du gouvernement de la République. « Permettez-moi de vous dire simplement que le Parti radical est un parti de gouvernement. La preuve en est que depuis le début de cette législature, il a participé à tous les gouvernements, et il est le seul Parti qui l'ait fait en tant que tel. Il a

---

<sup>14</sup> Francis de TARR- The French Radical Parti train Herriot to Mendes –France- op.cit. page 79 et suivantes.

bien fait, car il faut que la France soit gouvernée.<sup>15</sup> » Edgar Faure lança à la fin de son discours, en des termes émouvants un appel solennel aux partisans de Mendès-France, pour qu'ils ne détruisent pas le bien le plus précieux de tous les radicaux, leur Parti. « Je vais faire cet appel aussi à un autre titre, et peut-être avec plus d'audace ; je vais le faire si vous me le permettez au nom de ceux qui sont entrés dans la vie publique après la guerre, après la Libération, qui n'avaient pas connu la politique d'entre les deux guerres et qui parfois portaient sur elle, à tort sans doute, un regard un peu méprisant. Je le fais au nom de ceux qui sont venus à vous au moment où le Parti radical était le plus faible, où votre presse était désorganisée. Nous vous avons choisi à ce moment-là. et je fais appel à mes amis, à Bourguès - Maunoury, à Gaillard, à d'autres avec qui nous sommes entrés dans l'arène, à ceux qui ont reconquis les circonscriptions que nous avons perdues, et bien je fais cet appel, car nous avons cru à ce moment-là que le parti radical ne reverrait plus de querelles trop exaspérées de personnes. Je vous fais cet appel du fond du cœur. »

Au congrès de novembre 1955, l'opposition entre les positions d'Edgar Faure et celles de Pierre Mendès-France se fit plus tranchante encore. Edgar Faure accusa Mendès de transformer le Parti radical en parti de doctrine, en secte, alors que sa vocation était de jouer le rôle d'un parti de gestion et de gouvernement au sein de larges coalitions : « Nous avons montré la valeur de notre Parti, qui n'est pas un parti académique, un parti de doctrine, qui est un parti de gestion ; nous qui avons raison, nous avons eu la sagesse de ne pas vouloir ensuite avoir trop eu raison, et d'accepter de coopérer avec d'autres Français qui s'étaient trompés mais qui étaient des républicains et des patriotes, pour gérer le pays. Car il faut que le pays soit gouverné ; ce n'est pas tout que d'avoir raison en théorie ; il faut aussi agir et chaque pays a sa vie quotidienne dont nous, le Parti radical, nous ne pouvions nous désintéresser ; nous ne pouvions et nous ne voulions pas nous en désintéresser et nous ne voulions pas être seuls à avoir raison.<sup>16</sup> » A la fois parce que son gouvernement ne disposait plus d'une majorité et parce qu'il souhaitait enrayer le basculement à gauche du Parti opéré par Mendès, Edgar Faure décida de dissoudre l'Assemblée Nationale le 2 décembre 1955. C'était la première fois qu'une assemblée était dissoute depuis 1877. L'événement fut très mal vécu tant par les radicaux que par beaucoup de républicains qui accusèrent Edgar Faure d'être le fossoyeur de la République. Le 16 janvier 1956, le comité exécutif du Parti radical-socialiste décidait l'exclusion d'Edgar Faure<sup>17</sup>, décision confirmée par le Congrès du Parti le 11 octobre 1956. L'ancien président du Conseil se replia dans son réduit du RGR qu'il transforma en véritable parti avec l'aide de certains néo-radicaux comme Jean-Paul David.

Ses proches, sa famille, comme ses contemporains témoignent tous de ce qu'Edgar Faure vécut très mal son exclusion d'un parti qui était devenu sa famille politique<sup>18</sup>. L'homme qui était entré place de Valois en 1946 par simple opportunisme, avait intériorisé sa nouvelle identité de radical de gestion au point de l'ériger en idéal politique. Et il ne pardonnait pas à Pierre Mendès-France d'avoir trahi l'esprit du radicalisme. Comme il l'écrivait dans un article publié dans le quotidien France-Jura le 5 janvier 1957 : « Ce

---

<sup>15</sup> Le Monde 6 mai 1955.

<sup>16</sup> Archives du Parti radical-Compte-rendu du 50 eme Congrès national- page 232.

<sup>17</sup> Archives du Parti Radical-Socialiste – Compte-rendu des débats du Comité exécutif du 16 janvier 1956-carton 164.

<sup>18</sup> Entretien avec Mme Sylvie Faure-19 mars 1998 - Entretien n°18 de M. Robert Blot-3 juillet 1989 - 1 AV 29 -Archives orales du Comité d'Histoire économique et financière de la France- entretien avec M. Pierre Jeambrun 28 avril 1998.



*ne sont pas des conflits de doctrine sur les finances, sur la monnaie, sur l'Afrique du Nord ou sur la politique extérieure qui ont créé ce vide radical. Ce n'est pas parce M. Mendès-France propose telle ou telle vue qu'il conduit le Parti radical à sa perte. C'est parce qu'il a voulu lui imprimer un style dictatorial et un rythme frénétique incompatible avec ce qui est l'esprit même du radicalisme.<sup>19</sup> » La rupture d'Edgar Faure avec le Parti radical n'allait toutefois pas signifier sa rupture avec le radicalisme.*

### **Un radical vassal du général de Gaulle**

*Après son expulsion du Parti Radical, Edgar Faure essaya très rapidement de revenir place de Valois. L'expérience du RGR fit long feu et dès la défaite définitive des mendésiens au sein du Parti en 1958, Edgar Faure, qui venait de passer avec succès l'agrégation de droit romain, fit demander par le biais de la fédération du Jura sa réintégration. Le comité exécutif du 14 décembre 1959<sup>20</sup> l'ajourna mais celui du 7 juillet 1961<sup>21</sup> décida finalement de la proposer au Congrès de Royan, qui entérina sa réintégration<sup>22</sup>. Edgar Faure profitait de la politique de rassemblement des radicaux voulue par Félix Gaillard et par le groupe de la Gauche démocratique du Sénat. Très vite pourtant, Edgar Faure ne partagea pas l'hostilité des Radicaux à la Ve République. Il adhéra sans ambages à la politique étrangère de grandeur voulue par le général de Gaulle et que condamnaient la plupart des radicaux. Il faut dire qu'Edgar Faure vouait au général de Gaulle une admiration sans borne. Il fréquenta assidûment l'Élysée au début des années 60 et commença à se comporter en vassal du chef de l'État. En 1963, son nouveau suzerain le chargea d'une mission secrète en Chine. Edgar Faure prépara avec Zhu Enlai l'établissement des relations diplomatiques entre la France et la République Populaire de Chine.*

*Le rapprochement d'Edgar Faure avec le général de Gaulle était si sensible que l'année précédente Edgar Faure s'était vu proposer le poste de ministre de l'Éducation Nationale par Georges Pompidou<sup>23</sup>. Sous la pression de ses amis radicaux et notamment de Gaston Monnerville, il dut renoncer. Gaston Monnerville rappelle l'épisode dans ses Mémoires : « Surpris par cette requête, je lui rappelai les divergences formelles qui existaient entre la politique que ne cessait de préconiser le Parti radical et celle que suivait le général de Gaulle. Je lui remis en mémoire l'antinomie profonde qui séparait ce parti de de Gaulle, en ce qui concernait notamment la personnalisation du pouvoir, les empiétements incessants de l'exécutif sur les prérogatives du pouvoir législatif, raisons pour lesquelles le Parti radical refusait sa collaboration avec le Général de Gaulle. Ces raisons respectables ne pouvaient pas être reniées pour des besoins conjoncturels. Edgar Faure en convint...en principe et mollement.<sup>24</sup>»*

*Mais Edgar Faure n'en nourrissait pas moins le secret espoir de constituer un pôle radical à l'intérieur du gaullisme. Il sonda à cette époque plusieurs personnalités de la place de Valois, comme Vincent Badie,*

---

<sup>19</sup> Edgar FAURE — « Le vide radical » in France-Jura, 5 janvier 1957- Bibliothèque Nationale de France —GR FOL-JO-7359.

<sup>20</sup> Archives du Parti Radical-compte-rendu du comité exécutif du 14 décembre 1959- carton 166.

<sup>21</sup> Archives du Parti radical- carton 161.

<sup>22</sup> Archives du Parti Radical- Intervention de M. François Giaccobi, secrétaire général du Parti - compte-rendu du congrès de Royan- page 306.

<sup>23</sup> Gaston Monnerville « Vingt deux ans de Présidence. Paris. Le Cherche-Midi .2003 (2<sup>ème</sup> édition), page 200 »

<sup>24</sup> Gaston MONNERVILLE - Vingt deux ans de Présidence - Paris : Le Cherche-Midi, 1980-page 200.

*pour savoir si elles étaient prêtes à le suivre au sein du gaullisme<sup>25</sup>. Avec l'accord de l'Elysée que l'indépendance de Gaston Monnerville irritait, Edgar Faure songea un temps à présenter sa candidature à la Présidence d'un Sénat qui serait par ses soins devenu plus docile aux injonctions de l'Elysée. Mais Monnerville sut déjouer ses manœuvres et Faure n'eut pas d'autre recours pour réaliser son projet de constitution d'un pôle radical au sein du gaullisme que d'accepter l'invitation qui lui fut faite à nouveau, en 1965, d'entrer au gouvernement. Dans le communiqué officiel qu'il publia le 8 décembre 1965, le bureau de la place de Valois choisit de ne pas l'exclure officiellement : « Le Président Edgar Faure a fait connaître publiquement sa prise de position en faveur du général de Gaulle. Par lui-même, il marque son choix en faveur d'un système de pouvoir personnel, condamné sans équivoque par le Parti radical-socialiste et le pays, le 5 décembre. Le Bureau du Parti radical-socialiste constate que, de ce fait, le Président Edgar Faure s'est, lui-même et une fois de plus, placé en dehors du Parti radical-socialiste.<sup>26</sup> »*

*Pourtant, en quittant une fois encore la Place de Valois, l'élu franc-comtois ne rompit pas avec l'esprit radical. Les politiques successives que mena Edgar Faure au Ministère de l'Agriculture puis à l'Education Nationale restèrent fortement empreintes d'idéologie radicale. A l'agriculture, Edgar Faure rompit avec l'esprit de la politique de son prédécesseur Edgard Pisani. La politique des structures destinées à agrandir par un remembrement forcené la taille moyenne des exploitations françaises passa au second plan. Le nouveau ministre de l'agriculture ménagea les petits exploitants par une politique des prix élevés dont il sut habilement imposer le financement à ses partenaires européens. Dans l'idée d'Edgar Faure, la réforme du monde rural devait être graduelle et s'accompagner d'un important volet social pour être acceptée, comme il s'en expliqua devant l'Assemblée nationale le 14 mai 1966<sup>27</sup>. En affichant ostensiblement sa volonté de protéger la paysannerie rurale, Edgar Faure s'inscrivait dans la tradition radicale de la protection de la ruralité inaugurée pendant l'entre-deux-guerres par Henri Queuille.*

*En 1968, Edgar Faure accéda à un autre ministère traditionnellement apprécié des hommes politiques radicaux, l'Education nationale. Edgar Faure donna naissance par la loi d'orientation universitaire de novembre 1968 à de véritables universités. Autonomie, participation et refus de la sélection furent les maîtres mots de la reconstruction universitaire. Etudiants, enseignants et personnels administratifs devaient désormais élire les conseils habilités à diriger l'université ainsi que son Président. Le Ministre de l'Education Nationale renouait par cette politique avec l'une des idées maîtresses du radicalisme : tout pouvoir doit être subordonné à l'exercice du suffrage universel. On se souvient que le philosophe Alain définissait le radicalisme comme « le contrôle permanent de l'électeur sur l'élu, de l'élu sur le Ministre<sup>28</sup> ». A ses yeux, le cœur de l'état d'esprit radical résidait dans la volonté obstinée de contrôler tout pouvoir. Avant lui, Gambetta, dans son discours de Belleville, ne disait pas autre chose quand il affirmait : « Je pense que le suffrage universel, une fois le maître, suffira à opérer toutes les destructions et à fonder toutes les libertés.<sup>29</sup> » Par ailleurs, au cours des débats portant sur la loi d'orientation, Edgar Faure fit à nouveau entendre dans l'hémicycle les idéaux du radicalisme de gouvernement, soucieux de rassembler autour des valeurs républicaines les majorités les plus larges possibles. « Mais cela étant,*

---

<sup>25</sup> Vincent BADIE-Vire la République-Toulouse: Privat. 1987- page 131.

<sup>26</sup> Motion votée par le bureau du Parti radical, le 8 décembre 1965 - Archives du Parti Radical Socialiste-carton 189.

<sup>27</sup> Le Monde- 15-16 mai 1966.

<sup>28</sup> formule mentionnée par Claude NICOLET- Le Radicalisme-Paris: PUF, 1957- page 35.

<sup>29</sup> ibidem page 21.

qu'il y ait une majorité et une opposition, cela n'empêche pas nécessairement qu'à l'égard de certains problèmes se manifeste un accord du genre de ce que les Anglo-saxons appellent le bipartisanship. Cela se produit souvent, même en France, en matière de politique extérieure. Cela n'est pas inconcevable dans des problèmes tels que ceux de l'enseignement et de la jeunesse. J'irai même plus loin, au risque d'étonner : qu'une large union puisse, par hypothèse, se réaliser au début d'une telle entreprise, cela me paraîtrait non seulement admissible, mais extrêmement souhaitable, on pourrait dire, nécessaire. Pouvons-nous engager une telle réforme dans un esprit d'antagonisme, en ayant seulement avec nous une part de la France, même si elle est électoralement majoritaire, et en ayant contre nous une autre part, même si elle électoralement minoritaire ? Cela n'est pas désirable. (...) Unanimité ? Pourquoi pas ? Puisqu'on a beaucoup parlé du latin, reportons-nous à l'étymologie de ce mot : unité de l'âme. La France n'a pas deux jeunesses. Pour une jeunesse, aurons-nous deux âmes ?<sup>30</sup> »

La loi d'orientation universitaire présentée par Edgar Faure fut votée à l'unanimité de l'Assemblée nationale moins quelques abstentions. Ainsi, si Edgar Faure s'était reconnu le vassal du général de Gaulle, il n'en continuait pas moins à rester très fortement marqué dans son action publique par le radicalisme. Comme il le déclara lui-même en 1977 lors du Congrès du Parti : « Au cours des mes activités ministérielles, successivement à l'Agriculture, à l'Education Nationale, aux Affaires Sociales. toutes les réformes importantes que j'ai adoptées, toutes les lois que j'ai fait voter, portent la marque de la philosophie qui nous est commune.<sup>31</sup> » L'élu franc-comtois se sentait à cette époque toujours l'héritier de la tradition radicale des petits comités et des solidarités locales de la France rurale de naguère : « Cette tradition, ce radical-socialisme a été et demeure le socialisme français non utopique, celui qui, à l'époque de la France rurale, a sauvé les équilibres sociaux, l'exploitation à l'échelle humaine, toujours vivante, la coopération, le crédit, la mutualité. Cette œuvre immense a été accomplie autour d'hommes comme le Président Henri Queuille. Des députés, sénateurs radicaux, au cours des décennies, ont présidé les caisses de crédit, le crédit agricole, les unions de coopératives, la mutualité sociale. <sup>32</sup>»

Pour autant, Edgar Faure n'en demeurait pas moins persuadé qu'il était possible d'adjoindre au gaullisme une aile radicale. Après la mort du général de Gaulle, l'ancien Président du Conseil fut plusieurs fois invité par Jean-Jacques Servan-Schreiber à réintégrer la place de Valois<sup>33</sup>. Mais l'ancien Président du Conseil refusa, les destins du radicalisme et du gaullisme étant à ses yeux indissolublement liés. Il développa à cette époque son club de réflexion politique, le Nouveau contrat social, destiné à servir de creuset à la fusion qu'il projetait entre radicaux et gaullistes. On rencontrait au cours des réunions hebdomadaires du Nouveau contrat social, venus écouter le conférencier du jour, des intellectuels et des politiques proches des gaullistes et du radicalisme. Philippe Dechartre, Louis Joxe, Jacques Chirac, Lucien Neuwirth, Roland Nungesser, mais aussi Olivier Stirn, André Rossinot, Jean-Denis Bredin, Gabriel Péronnet, André Rossi. Aimery de Montesquiou se rencontraient ainsi régulièrement au siège du club boulevard Raspail<sup>34</sup>. Notons que le Président du Nouveau contrat social,

---

<sup>30</sup> Journal Officiel de la République Française- mercredi 9 octobre 1968- débats parlementaires-Assemblée Nationale- 1 ère séance du mardi 8 octobre /968-Intervention de Monsieur le Ministre de l'Education Nationale.

<sup>31</sup> Bulletin d'information du Parti radical socialiste- compte rendu des débats du 77eme Congrès-Intervention de M. Edgar Faure, samedi 14 mai 1977- page 55- Archives du Parti Radical- carton 902.

<sup>32</sup> Ibidem- page 57.

<sup>33</sup> Entretien avec M. Nick Maloumian -27 III 2003. Entretien avec J.C. Colli 24.IV. 2003

<sup>34</sup> Archives privées Edgar FAURE- Archives Nationales- cartons AP/505(11)150 et AP/505(11)/329.

après avoir brièvement présenté sa candidature à l'élection présidentielle en 1974, appuya Jacques Chirac lors de la création du RPR en 1976. L'année suivante il présentait sa candidature à la tête du Parti radical, toujours dans l'idée de faire du radicalisme une composante à part entière du gaullisme. L'opération s'annonçait délicate. Les radicaux présents au Congrès de la Maison de la Chimie comprenaient très bien que derrière le Président de l'Assemblée Nationale se profilait l'ombre d'une mainmise gaulliste sur le Parti. Jean-Jacques Servan-Schreiber, malgré son impopularité grandissante place de Valois réussit à l'emporter par 539 voix contre 365. La peur d'une mise sous tutelle du Parti fut plus forte que les craintes suscitées par la personnalité imprévisible et déconcertante de Jean-Jacques Servan-Schreiber. Pour autant, Edgar Faure se considérait toujours à cette époque comme un radical, comme il en faisait état dans son discours de candidature : « Nos liens, s'ils ont été distendus, n'ont jamais été rompus. Je puis dire que j'ai été constamment, et que je suis encore aujourd'hui un représentant de la pensée radicale, pas le seul, peut-être pas le meilleur, mais l'un des plus qualifiés aux yeux de la France et pour l'étranger.<sup>35</sup>»

A partir de 1977 pourtant, Edgar Faure prit ses distances avec des gaullistes aux yeux de qui il demeurait un étranger. En rupture relative avec le gaullisme, jusqu'à sa mort en 1988, Edgar Faure approfondit son identité radicale en essayant de rénover les hases de la réflexion politique du Parti.

### **Le théoricien du radicalisme**

Comment expliquer le retour définitif d'Edgar Faure dans sa famille radicale d'origine à partir de la fin des années 70 ? Des raisons d'ordre politique expliquent en partie ce retour durable. Les gaullistes lui firent faux bond au moment de l'élection à la Présidence de l'Assemblée nationale en 1978. Mais pour rendre compte de cet infléchissement marqué dans l'itinéraire politique de l'ancien Président du Conseil, il faut surtout invoquer la mort de son épouse Lucie, qui produisit dans sa vie un très profond traumatisme. Edgar Faure éprouva à cette époque le besoin de retrouver des repères anciens, parmi lesquels figurait en bonne place le Parti radical. Il se mit à fréquenter, sans excès il est vrai, la place de Valois, participa régulièrement aux comités exécutifs, et fit des interventions remarquées lors de certains congrès, comme en 1984 et 1985<sup>36</sup>. Mais ses centres d'intérêt d'alors le portèrent surtout à essayer de revitaliser les théories radicales de manière à les mettre en adéquation avec leur temps. L'homme politique avait déjà amorcé ce travail de refonte au début des années 70, avec l'aide de certains intellectuels comme Alain Cotta, François Furet, et Jean-Denis Bredin.

Dans l'essai politique qu'il avait publié en 1971 avec leur concours. L'âme du combat<sup>37</sup>, Edgar Faure s'était interrogé sur les formes contemporaines de l'aliénation. Selon Herbert Marcuse, le citoyen n'était plus seulement aliéné par le grand capital, mais aussi par des réalités socio-politiques nouvelles comme la société de consommation, la culture de masse et l'essor de la technobureaucratie. Edgar Faure démontrait que la révolution ne saurait constituer la conclusion logique et inévitable du processus d'aliénation sociale décrit par le philosophe de l'Ecole de Francfort. C'était seulement par une éducation renouvelée, capable de libérer l'individu des nouvelles contraintes pesant sur lui, par le développement à tous les niveaux de la décision de la participation par la diffusion du suffrage universel dans des secteurs de la vie sociale où il restait absent, que l'on pourrait libérer le citoyen de ces nouvelles formes

<sup>35</sup> *Ibidem* page 54.

<sup>36</sup> Archives du Parti Radical- Carton «congrès 1984 et 1985 ».

<sup>37</sup> Edgar FAURE- L'âme du Combat- Paris : Fayard, 1970-347 pages.

d'oppression auxquelles il se trouvait confronté. L'esprit du programme de Belleville n'était pas absent de la pensée d'Edgar Faure, même si l'homme politique tâchait de le mettre en cohérence avec une société nouvelle, largement industrialisée, et où le pouvoir avait changé de nature. Après L'âme du combui Edgar Faure chercha à approfondir les bases doctrinales nouvelles qu'il entendait donner à une doctrine radicale rénovée. Ce faisant, Edgar Faure redécouvrit trois des courants de pensée qui avaient contribué à façonner la philosophie radicale et républicaine : le positivisme, le néo-kantisme et les valeurs issues de la Révolution Française.

Dès le milieu des années 70, Edgar Faure se familiarisa avec la pensée positiviste en découvrant l'œuvre d'un de ses héritiers tardifs, le philosophe Karl Popper. L'homme politique franc-comtois entendit pour la première fois évoquées les idées de Karl Popper à l'occasion d'un colloque. Ce fut une révélation. Dès 1982, il prononça devant l'Académie Française un discours où il exposait l'essentiel de la philosophie du professeur de la London school of Economics<sup>38</sup>. Il fonda la même année une association. « Démocratie scientifique et sociale » dont l'ambition était de dégager, sur les bases de la pensée de Popper, les grandes lignes d'une philosophie nouvelle du radicalisme. Ses membres où figuraient la plupart des intellectuels proches d'Edgar Faure (Alain Cotta, François Furet, Jean-Denis-Bredin...) se réunirent hebdomadairement au cours de « dîners Popper »<sup>39</sup>. Pour mieux comprendre l'intérêt que porta Edgar Faure à l'œuvre de ce philosophe encore faut-il tracer les traits principaux de sa pensée. Pour Karl Popper, la raison humaine n'a pas la capacité d'établir un fondement positif certain à notre connaissance du réel. Son rôle doit se limiter à séparer les théories qui sont fausses de celles dont il n'est pas encore établi qu'elles le sont. Aucune théorie ne saurait jamais être considérée comme étant définitivement établie et l'activité de la science consiste seulement à éliminer les hypothèses fausses. L'étude de la science vaut donc surtout dans la mesure où elle permet de mettre à nu une démarche universellement valable, la démarche critique. La science n'accepte pas les vérités établies, elle les remet toujours en cause au moyen de théories. Il n'existe pas pour l'esprit critique de certitude, mais seulement des vraisemblances. En ce sens l'erreur n'est jamais décevante, elle constitue un enrichissement, elle a la valeur d'une acquisition positive d'information. En raison de sa valeur philosophique, la démarche critique inspirée par la science est extensible à tous les domaines de l'action et de la connaissance, et notamment à la politique. Edgar Faure n'hésita pas à dessiner les contours de ce que pourrait être une action politique inspirée par la démarche scientifique. Cette politique expérimentale se donnerait la possibilité de détecter les erreurs commises, afin de les éliminer et de s'améliorer.

L'originalité de la réflexion politique de Karl Popper ne saurait toutefois être surévaluée. L'idée selon laquelle la politique devrait se transformer en ingénierie sociale et adopter la méthode critique de la science, traversa le courant positiviste de la pensée politique du XIXe siècle. Cette école de pensée fut l'une de celles qui inspirèrent le radicalisme. Au fond le principal mérite de Karl Popper fut de remettre à l'honneur les conceptions philosophiques et politiques du positivisme, qui avaient été discréditées au cours des années 30. Et Edgar Faure, en essayant de rénover la pensée radicale était remonté à l'une des sources de la pensée radicale au XIXe siècle, le positivisme et la croyance dans les vertus de la science et du progrès. Il redécouvrit aussi à la même époque, une autre composante fondamentale de la philosophie radicale et républicaine, le néo-kantisme.

---

<sup>38</sup> Archives Nationales – Fonds Edgar Faure- carton AR/505(11)/138.

<sup>39</sup> Ibidem.

Au milieu des années 80, Edgar Faure se lança dans la rédaction d'un essai de philosophie politique radicale jusqu'ici demeuré inédit, très fortement marqué par la philosophie kantienne. Dans ce travail, Edgar Faure nourrit l'ambition de définir une philosophie essentielle du politique : il s'agissait pour lui de dessiner une ligne d'horizon axiologique susceptible d'orienter l'action publique des décideurs radicaux. « C'est à partir de nos vues les plus grandes et les plus éloignées que nous devons, non pas, certes, mépriser, mais au contraire régler et diriger les passions et les engagements qui nous attachent à notre monde quotidien, notamment à celui de la vie politique.<sup>40</sup> » Edgar Faure posait le principe de la double conscience, qui forme la clef de voûte de sa démonstration. En prenant conscience de lui-même, le sujet rationnel comprend simultanément qu'il représente un fragment de l'humanité, une partie de l'universel qui est le genre humain : « La détermination de l'ego comporte l'appréciation individuelle par son auteur de sa propre position es-qualité de membre de la collectivité humaine, présente et à venir, dans son universalité, dans son actualité, dans son extemporanéité.<sup>41</sup> » Autrement dit « L'homme pensant et rationnel s'attache à se définir vis-à-vis de lui-même. à se concevoir doublement en tant qu'individu unique et d'autre part, en tant que membre d'une universalité qui est l'espèce humaine ». Et c'est du principe, d'inspiration kantienne, de la double conscience, qu'Edgar Faure tirait sa définition de l'humanisme radical : « une doctrine que l'on peut définir comme unitaire et solidariste, qui s'attache à l'unité, à la globalité, composée par l'ensemble des êtres humains, dans la suite des temps révolus et à venir. Cette doctrine unitaire peut être illustrée par le double thème traditionnel d'individualité et d'universalité. Chaque individu membre de l'espèce se voyant reconnaître son capital irréductible de dignité et son attribut de considération, alors que l'universalité elle-même est considérée comme une entité globale, non susceptible d'être divisée en sous-ensembles hiérarchisés et différenciés, tels que races inférieures, ennemis héréditaires, esclaves ou serfs<sup>42</sup> ».

Faure tint à répondre par avance à tous ceux qui tiendraient les idées humanistes radicales d'inspiration néo-kantienne, déjà formalisées par Léon Bourgeois, pour des poncifs éculés : « Ceux qui pensent que l'humanisme radical est une vieillerie, une idéologie qui sent la naphthaline, nous les prions de se demander d'abord s'ils sont en mesure d'en donner d'emblée une bonne définition. Bien qu'elle ne comporte ni révélation ni surprise, elle ne figure jusqu'ici dans aucun dictionnaire.<sup>44</sup> » Du moins les accusations portées contre la philosophie humaniste radicale et républicaine avaient le mérite de suggérer que son contenu devait se renouveler, à mesure que les hommes changent : « Etant donné que l'humain, que ce soit dans l'individuel ou dans le collectif, mais avec une très forte amplification dans le second cas, n'est jamais placé en situation d'immobilité, comment une théorie de l'humain pourrait-elle être frappée d'inertie ? L'humanisme, comme l'humain, est à la fois permanence et renouvellement. Il faut donc d'époque en époque faire l'effort de repenser l'humanisme. Telle est tout particulièrement l'exigence de ces quelques années qui nous séparent du nouveau millénaire <sup>45</sup> ». La réflexion philosophique d'Edgar Faure sur le radicalisme le conduisit en conclusion à préciser sa conception de l'action publique. La politique conforme à la « philosophie essentielle » du radicalisme excluait tout

---

<sup>40</sup> Edgar FAURE- Projet de livre de philosophie politique - Archives Nationales - Fonds Edgar Faure- carton AP/505(II)/14. Cet ouvrage, resté à l'état de brouillon, n'est pas paginé.

<sup>41</sup> *Ibidem*.

<sup>42</sup> *Ibidem*.

<sup>43</sup> *Ibidem*.

<sup>44</sup> *Ibidem*.

<sup>45</sup> *Ibidem*.

recours à la violence dans la résolution des conflits : « La seule morale de la rationalité est la non-violence, mais c'est là un impératif suffisant, au sens kantien du terme, pour faire face à toutes les situations conflictuelles, lesquelles sont inséparables du développement de la vie. Le propre de l'humanisme n'est pas d'éliminer les conflits, mais d'en organiser la solution sans brisure pour la double conscience : c'est à ce souci que répond le terme de « concordataire » dont nous avons fait le choix pour indiquer conjointement la politique qui l'exprime et le type de société qui s'en inspire.<sup>46</sup> » La valeur de l'action politique ainsi fondée philosophiquement est subordonnée au respect d'un impératif catégorique de nature morale : le dirigeant radical ne doit rien faire qui mette en cause ou entame cette unité du genre humain, à laquelle Edgar Faure confère le statut d'une idéalité transcendante, d'un devoir-être dont l'accomplissement mérite sans cesse d'être recherché. Impératif catégorique, règle morale, idéalité transcendante, politique concordataire : la philosophie morale et politique de l'ancien Président du Conseil portait en profondeur l'empreinte de l'idéalisme kantien.

Au total, en essayant de réformer la réflexion radicale. Edgar Faure avait opéré une remontée à une autre des sources philosophiques du radicalisme, le spiritualisme néo-kantien. Mais au cours des années 80. Edgar Faure redécouvrit aussi à l'occasion de la préparation de la célébration de son Bicentenaire les valeurs et les idéaux de la Révolution Française, dont le radicalisme est aussi directement issu.

Albert Thibaudet écrivait en 1932 dans *Les idées politiques de la France*, que « Le Parti radical était le parti de la Révolution Française. » Il ajoutait « Est radical celui qui professe à l'égard de la Révolution Française un loyalisme analogue à celui des royalistes pour leur roi. » Il est vrai que les radicaux se sont longtemps considérés à la fois comme les héritiers et les continuateurs de l'œuvre de la Révolution Française. Mais la Révolution de 89, à la manière d'un mythe, par la richesse de son contenu et de ses virtualités politiques, a fait l'objet de perceptions et d'utilisations très diverses chez les Radicaux. Chaque courant du radicalisme a construit sa représentation des événements révolutionnaires. La gauche proche des socialistes a ainsi identifié l'œuvre de la Révolution à l'action des Jacobins. Dès la fin du XIXe siècle, le Professeur Alphonse Aulard fit publier les actes du comité du Salut Public, puis plusieurs volumes de documents de la société des jacobins de Paris. Beaucoup plus tard, les partisans de Pierre Mendès-France au sein du parti firent fréquemment référence aux Jacobins, dont ils se sentaient les héritiers et les continuateurs. Quel regard Edgar Faure porta-t-il à la fin de sa vie sur la Révolution ? Comment voulut-il la faire célébrer lorsqu'il accéda à la tête de la Mission chargée de fêter son bicentenaire en 1987 ? En quoi son interprétation de la Révolution nous renseigne-t-elle sur son identité radicale ?

Edgar Faure ne vouait pas d'admiration particulière aux événements révolutionnaires, qui avaient divisé les Français et conduit le pays à la guerre civile. Dans son livre *La Disgrâce de Turgot*<sup>47</sup>, il s'était plutôt demandé de quelle façon la Révolution aurait pu être évitée par l'action volontaire du dernier grand ministre de Louis XVI. La Révolution avait divisé les Français, il voulut donc que la célébration de son Bicentenaire fût l'occasion d'une réconciliation nationale, comme il s'en expliqua dans une série d'articles parus dans *La revue des deux Mondes* : « Non seulement le bicentenaire ne doit pas être un sujet de division, mais il doit être concordataire, réconciliateur et à la limite, asymptote à l'unanimité

---

<sup>46</sup> Ibidem.

<sup>47</sup> Edgar FAURE- *La disgrâce de Turgot* - Paris : Gallimard, 1961-610 pages

<sup>48</sup>». Il convenait de refermer les vieilles blessures du passé et de vider la Révolution Française de tout enjeu politique partisan.

Aux yeux de l'ancien Président du Conseil il fallait surtout retenir de la Révolution les valeurs et les idéaux que celle-ci avait transmis, et qui se trouvaient concentrés dans les droits de l'homme. On ferait de la célébration du Bicentenaire l'occasion non seulement de leur remémoration mais aussi de leur approfondissement, par le biais d'une approche interdisciplinaire : « Une étude un tant soit peu approfondie des droits de l'homme ne peut plus être considérée aujourd'hui comme l'objet d'une discipline juridique autosuffisante. Il est de plus en plus apparent qu'elle appelle une approche interdisciplinaire, associant au droit public, l'éthique, la sociologie, la politologie et aussi les théologies et les métaphysiques, la philosophie des sciences, et encore la génétique et toute une partie de la biologie qui intéresse la substance de l'être humain.<sup>49</sup> » Il convenait pour ce faire de créer une université et une Fondation consacrées à l'étude des droits de l'homme et de la fraternité. Edgar Faure songeait à les installer au dernier étage de l'Arche de la Défense, alors en construction<sup>50</sup>. Ainsi, la Révolution Française telle que la concevait Edgar Faure, était la source d'un message politique consensuel mais qui restait à approfondir sur le terrain de la réflexion. Sa perception de 1789 reflétait les convictions du radical de gestion soucieux de rassembler et témoignait aussi de son rapport surtout intellectuel au radicalisme.

En effectuant ce retour aux multiples sources idéologiques et intellectuelles d'un radicalisme dont il ne réussit pas vraiment à renouveler la réflexion, Edgar Faure se convainquit du moins de l'actualité du message radical. Comme il l'expliquait en 1980 dans sa préface de Sept priorités pour un septennat différent : « C'est peu de dire que notre doctrine, notre philosophie générale de l'existence, notre théorie de l'économie ne sont pas démodées : elles sont plus justifiées par l'actualité qu'elles ne l'ont jamais été. Elles sont plus nécessaires qu'elles ne le furent à aucune période.<sup>51</sup> » Lors d'un colloque Organisé en septembre 1985 et portant sur « Le message radical d'hier à demain », Edgar Faure entra en désaccord avec Léo Hamon qui estimait que le message radical n'échappait pas à la disgrâce du temps<sup>52</sup> Il correspondait à un âge de la réflexion politique, manifestement dépassé par le cours de l'histoire. Qui plus est la société politique avait intégré les apports du radicalisme qui avait ainsi perdu l'essentiel de ce qui faisait la spécificité de son message. Pour Edgar Faure au contraire, le radicalisme restait une doctrine moderne parfaitement adaptée à son temps. Le radicalisme était toujours à même de fournir l'infrastructure politique nécessaire à l'action. Et les grandes figures tutélaires du radicalisme demeuraient des modèles à suivre. Edgar Faure s'intéressa particulièrement dans les années 80 à l'œuvre et à la pensée d'Edouard Herriot. Dans un discours prononcé à Lyon, en 1982, il donnait en exemple sa réflexion politique aux générations radicales à venir : « Il s'agit de considérer l'œuvre d'Edouard Herriot non pas sous l'aspect principal de l'histoire, mais sous celui de la prospective : rechercher et retenir dans l'ensemble de ses positions ce qui peut être utile pour nous dans le présent et pour notre avenir. Nous avons en effet toute raison de considérer qu'Édouard Herriot n'a pas seulement

---

<sup>48</sup> Edgar FAURE- « 1789-1989: La Révolution Française- lie partie - Réconciliation Nationale, institution européenne, civilisation de l'Universel » in La Revue des deux Mondes, août 1987- page 287.

<sup>49</sup> Edgar Faure « 1789-1989 : La Révolution Française .1 La force créative de la remémoration », page 23 in La Revue des Deux Mondes – juillet- septembre 1987.

<sup>50</sup> Ibidem pp. 288-289

<sup>51</sup> Edgar FAURE- «avant-propos »-pages 7-8. in Sept priorités pour un septennat différent- Paris : Parti Radical socialiste, 1981-77 pages.

<sup>52</sup> CHEVS- Archives Didier MAUS- carton DM5.



travaillé et pensé pour son temps, qu'il n'a pas non plus seulement travaillé et pensé sur des notions permanentes de civilisation et de philosophie, mais qu'il a été le précurseur et le concepteur d'un ensemble de données qui peuvent constituer l'essentiel d'une philosophie moderne de la politique.<sup>53</sup>» Quelles sont les données mises en avant par ce précurseur ? L'idéalisme kantien, l'attachement aux valeurs positives de la science et du progrès et un attachement sans faille à la Révolution Française, considérée comme source inépuisable des valeurs les plus sacrées de la République, telle que la liberté et la fraternité. La tradition radicale constituait toujours aux yeux d'Edgar Faure un message d'avenir, susceptible d'inspirer une action politique efficace.

Lui-même ne renonça pas à intervenir dans le débat public au cours des années 80, en se montrant fidèle aux conceptions du radicalisme de gouvernement, soucieux de rassembler les Français par-delà les clivages factices de la vie politique. Celui qui était devenu Président d'honneur du Parti radical voulut lancer en 1983 une liste de convergence radicale en prévision des élections européennes de 1984. Alors que les clivages idéologiques et politiques se durcissaient entre la gauche et la droite. Edgar Faure invita Maurice Faure, membre du MRG, à prendre avec lui la tête d'une liste d'union rassemblant des radicaux de gauche et de droite. Sa tentative fit long feu.

Du moins, les efforts entrepris par Edgar Faure pour rénover la pensée radicale, sa remontée à la source de sa philosophie politique le firent passer dans les années 80 pour une des figures intellectuelles du Parti. Les Présidents de cette période surent utiliser la nouvelle identité radicale de l'ancien Président du Conseil en lui confiant des travaux de réflexion. En 1980, Didier Bariani lui demanda de rédiger l'un des volets du programme du parti pour l'élection présidentielle, programme intitulé Sept priorités pour un septennat différent. Edgar Faure proposa toute une gamme de mesures pour lutter contre le chômage de masse, comme l'aménagement du temps de travail, le développement de la formation professionnelle des jeunes, la création d'emplois d'utilité collective, d'une indemnité différentielle pour le réemploi des chômeurs de longue durée ou l'allègement des charges sociales<sup>54</sup>.

De façon générale, l'intellectuel laissa Place de Valois le souvenir d'une intelligence éblouissante et d'une culture encyclopédique. Didier Maus dans l'hommage qu'il lui rendit après sa mort se souvient : « Ses interventions, qu'elles aient lieu en petit comité ou devant une grande salle, étaient toujours attendues avec impatience. Il avait un art de manier les mots et les idées qui faisait que chaque auditeur se sentait devenir presque aussi intelligent que lui. Son immense mémoire, son talent de conteur, son universelle culture lui permettaient d'émailler ses propres souvenirs d'anecdotes, de références, d'allusions ou de rapprochements qui faisaient notre joie. On attendait le moment où il allait citer Karl Popper. Cela venait en général, dans les dix premières minutes. <sup>55</sup>»

---

<sup>53</sup> Discours prononcé à l'occasion 25eme anniversaire de la mort du Président Herriot par Edgar Faure à Lyon, le 26 mars 1982- Archives Nationales - Fonds Edgar Faure- carton AR/505(11)/136bis.

<sup>54</sup> Edgar FAURE- « L'allègement des charges sociales »-in Sept priorités pour un septennat différent- pages 47 et suivantes.

<sup>55</sup> Didier MAUS-« Prévoir le présent » in Hommage à Edgar Faure Paris.. Le Nouveau contrat social, 1989-page 74.

## Conclusion

On s'était interrogé initialement sur la sincérité de l'engagement radical d'Edgar Faure<sup>56</sup>. Si ce fut bien par opportunisme qu'Edgar Faure entra au Parti radical, il sut sous la IVe République perpétuer la tradition du radicalisme de gestion. Si pendant les années 60 et 70, il tenta de constituer un pôle radical au sein du gaullisme, il n'en continua pas moins dans son action politique à être inspiré par les grands idéaux du radicalisme. A partir de 1977, il approfondit son identité radicale en essayant de rénover la réflexion politique qui lui servait de terreau. Sa tentative se solda par un retour aux sources de la philosophie radicale. Edgar Faure témoigna ainsi tout au long de sa vie, un attachement de plus en plus profond, quoique complexe, au radicalisme. Sa fidélité personnelle, de nature presque féodale, au général de Gaulle, fit parfois passer au second plan ses convictions radicales. Mais à la différence d'autres anciens radicaux passés au service du général de Gaulle, tels que Jacques Chaban-Delmas ou Michel Debré, il n'abjura jamais son radicalisme pour professer un gaullisme militant et exclusif. Pour Edgar Faure, si le radicalisme n'était pas soluble dans le gaullisme, il n'était pas pour autant incompatible avec lui. Rassembler les Français de toutes tendances autour d'un Etat au prestige et à l'autorité restaurée n'était pas pour déplaire à un radical de gestion qui avait toujours recherché les plus larges majorités possibles et qui s'était déclaré partisan d'une république forte et respectée. Au total, il semble que le rapport d'Edgar Faure au radicalisme ait évolué, malgré le long épisode gaulliste, dans le sens d'un approfondissement constant. Edgar Faure fut non seulement un radical par conviction, mais aussi un radical par tempérament. Trop indépendant d'esprit pour se laisser accaparer par un clan ou pour être tenté de mobiliser des militants autour d'une idéologie réductrice, il affichait une tolérance respectueuse de toutes les opinions et cultivait un libre-arbitre absolu, mis au service des idéaux radicaux auxquels il se montra toujours fidèle. Si Edgar Faure put passer pour le fils prodigue du radicalisme, il fut surtout l'un de ses enfants prodiges.

Parti Radical (1901-1988)

---

<sup>56</sup> Serge Berstein, lui non plus, ne le remet pas en cause dans l'excellent article qu'il a consacré à ce thème : Serge BERSTEIN-« Le radicalisme d'Edgar Faure »- in Edgar Faure Homme politique et homme d'Etat (1908-1988), actes des rencontres de Béliers - Perpignan : Presses Universitaires de Perpignan, 1999- pages 9-18.